

Après le Forum sur les Valeurs Démocratiques :

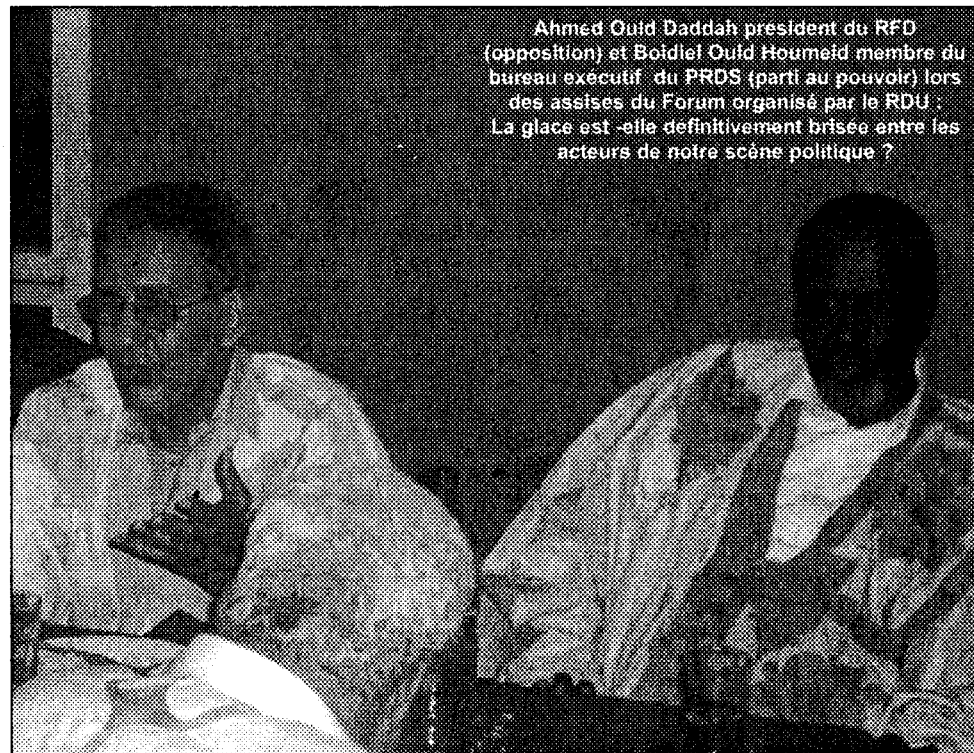
# Quelle sera la réaction du Pouvoir?

Le "Forum des Valeurs Démocratiques et de la Citoyenneté", organisé les 11 et 12 avril courant par le Rassemblement pour la Démocratie et l'Unité (RDU) d'Ahmed Ould Sidi Baba, aura été une réussite éclatante saluée par toute la classe politique au sein de l'Opposition et de la Majorité présidentielle, y compris par le grand absent Messaoud Ould Boulkheir qu'une mauvaise mouche avait piqué pour rater un aussi grand rendez-vous.

Ainsi, le Forum, en plus d'avoir réuni autour de la même table et cela pour la première fois, les partis de l'Opposition et de la Majorité, aura fait l'impossible en sanctionnant ses travaux par une "déclaration finale" en onze points où les points de vues ont été rapprochés au maximum. Cette "déclaration finale" signe la reconnaissance, par une certaine opposition qui le refusait jusque là, de

la légitimité du Président Ould Taya, donnant du coup l'assurance qu'elle va désormais vers le dialogue avec le cœur et la raison. D'ailleurs, dans cette déclaration finale, les acteurs de la scène politique ont été on ne peut plus clair : "Pour que ce dialogue et cette concertation puissent s'instaurer et donner le résultat qui en est attendu, l'acceptation du cadre démocratique institutionnel, ainsi que des lois et règlements de la République s'impose à tous, tout comme le respect absolu des impératifs de préservation et de consolidation de l'unité nationale et de la cohésion sociale. Les acteurs de la scène politique doivent s'accepter, se respecter et comprendre que l'établissement de rapport de partenariat entre tous est indispensable à l'exercice de la démocratie pluraliste."

Suite P.3



Ahmed Ould Daddah président du RFD (opposition) et Boudiel Ould Houmeid membre du bureau exécutif du PRDS (parti au pouvoir) lors des assises du Forum organisé par le RDU : La glace est-elle définitivement brisée entre les acteurs de notre scène politique ?

Après le Forum sur les Valeurs Démocratiques :

# Quelle sera la réaction du Pouvoir ?

## Une manœuvre politique

Cette clarté des positions, a longtemps été recherchée par le Pouvoir qui peut désormais tranquillement consommer son mandat, même si, dans cette déclaration, l'on souhaite "la concrétisation de l'ouverture amorcée par les pouvoirs publics vis-à-vis des partis politiques en général et des partis de l'opposition en particulier". Elle devrait entraîner une rapide et positive réaction, sinon du Président Ould Taya, du moins du Porte-parole du Gouvernement qui a déjà cessé de qualifier de "gens non fréquentables" certains leaders de l'opposition. Surtout que même si le président du RDU se défend d'avoir tenu cette rencontre avec la bénédiction du Pouvoir, affirmant que c'est une initiative personnelle qu'il avait l'intention de lancer avant le procès des présumés putschistes en novembre 2004 pour "briser la glace et faire cesser l'habitude de se regarder en chiens de faïence qu'ont pris les partis de l'opposition et de la Majorité", la réunion autour de la même table de l'opposition et de la Majorité aura été une manœuvre politique qui va dans l'intérêt du Pouvoir et lui prépare, bon gré mal gré, le terrain à cette ouverture politique nécessaire avant l'exploitation pétrolière et répond du coup aux pressions de l'étranger qui veut voir l'opposition, qui est marginalisée depuis près de quinze ans, participer à la gestion du pays.

D'aucuns pensent d'ailleurs que la participation du PRDS avec une forte délégation dirigée par Boudiel Ould Houmeid est un signe fort de la prédisposition du Pouvoir, et donc, du Président Ould Taya à repenser leurs positions vis-à-vis de l'opposition. Et le président du RDU savait ce qu'il disait quand il affirmait aux journalistes qu'il était d'une grande utilité que le PRDS déclare ici la nécessité d'une opposition, d'une scène politique où l'alternance soit possible et que les partis de l'opposition expriment leur accord pour qu'il y ait des institutions de la République, une paix civile, un ordre, un intérêt général qui soit placé au-dessus de tout, et c'est tout ce que l'on demandait à ce forum.

A petits pas sans doute mais sûrement, l'opposition et la Majorité ont "brisé la glace" et se sont entendus sur une "déclaration finale", véritable plate-forme de dialogue. De même que le ballon d'essai qu'a constitué ce Forum des Valeurs Démocratiques et de la Citoyenneté, a tenu ses promesses et même plus, mais soyons réalistes, tant que le Président de la République, cet absent-présent de la rencontre dont il prendra connaissance dans les détails, n'aura pas envoyé de signaux forts, furent-ils une rencontre du

Secrétaire général du PRDS avec les leaders de l'opposition, ou rencontrant lui-même les (ou certains) leaders de l'opposition radicale tel Ahmed Ould Daddah qu'il n'a pas reçu en audience depuis l'été 1985, le doute ne cessera de planer sur le succès d'une telle initiative.

Certes, quelques signaux ont déjà été donnés avant la tenue de ce Forum, notamment avec l'audience accordée par le Premier Ministre aux dirigeants des partis politiques pour discuter du décalage du Week-end. Mais ce sujet qui était tout sauf politique, puisqu'il portait sur la religion avec la prière du vendredi et sur l'économie avec le manque à gagner de 17 milliards d'Ouguiya pour le pays, était plus une manière de dire à l'opposition que dans l'immédiat on se concentrera sur des choses non politiques en attendant d'être convaincus par le Forum proposé par le RDU, d'autre chose.

Mais en engageant par écrit l'opposition, particulièrement ceux qui étaient marginalisés depuis l'avènement de la démocratie dans le pays que désormais "l'intérêt général du pays est à placer au-dessus de toute considération partisane", c'est véritablement une chance inouïe pour le Pouvoir de pouvoir faire une remise à niveau de la démocratie et de l'approche participative de tous les acteurs politiques sans paraître avoir laissé de plumes dans un bras de fer qui dure depuis... 1991. Et pour cause, non seulement le pétrole changera la donne, mais aussi la croissance à deux chiffres dont est crédité déjà la Mauritanie à partir de 2007 et l'urgence de rassurer les partenaires au développement.

## Préparer l'élection de 2009

Voilà peut-être pourquoi tout concourt à ce que le Président Ould Taya se laisse aller au dialogue, même si personne n'est dupe pour comprendre que lui-même n'étant pas "bouculé" par une crise sociale ou de quelque autre nature que ce soit, il aurait pu s'en passer comme il le faisait jusque là. Mais, il faut reconnaître qu'il a tout à gagner en se montrant plus flexible, comme si au fond, il se hisse au-dessus des partis politiques qu'ils soient de la Majorité ou de l'opposition. Une belle manière quand même pour le Président Ould Taya de s'affirmer Président de tous les Mauritanien et aussi une opportunité à ne pas rater de remporter à coup sûr le prochain mandat. Autrement dit, en s'ouvrant à l'opposition dès à présent alors que les élections municipales et législatives pointent à l'horizon 2006 et donc en leur offrant une entrée plus large au Parlement, le Président Ould

Taya, renforçant du coup sa démocratie, gagnera en popularité et le pétrole aidant, accomplissant plus de réalisations, deviendra indéboullonnable en 2009.

Est-ce bien à l'expression de ce calcul politique que l'on assiste avec le retour de certains hommes du Président Ould Taya, comme Louleil Ould Weddad et Lemrabott Sidi Mahmoud ?

Même qu'à l'opposition, on ne se fait pas d'illusion : cette ouverture politique ne sera nullement synonyme d'alternance au pouvoir. Au mieux, une meilleure considération et une participation effective à la gestion des affaires et la prise de décisions importantes. Mais c'est déjà bien et cela constitue, peut être, la mise à niveau par laquelle elle

accèdera à une plus grande chance de convaincre le Président Ould Taya de lui donner la Primature et d'accepter plus tard, la séparation des pouvoirs.

Autant d'hypothèses nées de ce forum qui font dire aux observateurs que la tenue de cette rencontre de la Majorité et de l'opposition sous l'égide du RDU n'était pas innocente et qu'étant donné qu'il ne manquera pas de prendre connaissance de la "déclaration finale" et même de ce qui s'est dit dans le détail, le pouvoir se manifesterait sans doute par une réaction significative et positive.

MOHAMED OULD KHATTAT

## Au-delà de l'objectif : "briser la glace" L'impératif du mea culpa

Faisent un pré-bilan au lendemain de la tenue du Forum des valeurs démocratiques organisé par le RDU, les 11 et 12 avril, Ahmed Ould Sidi Baba déclarera que ce forum a eu le mérite de "briser la glace", permettant à la majorité et à l'opposition de débattre des problèmes du pays.

Un pas considérable aura ainsi été franchi dans ce Forum par nos acteurs politiques qui avaient l'habitude de ne point se parler. Même si l'exécuteur en tant que tel n'y était pas venu et qu'une figure importante de l'opposition s'était excusée Majorité et Opposition ont célébré deux jours durant sur le passé, le devenir et l'avenir du pays. Avec à la clé une déclaration finale. Fallait-il, d'ailleurs, s'accrocher à plus que cela ? Une rencontre, des palabres et une déclaration finale. Une déclaration finale, dont le sort pourra hélas emprunter les dédales de l'oubli et de l'indifférence. Pourtant, c'était l'occasion, après plus d'une décennie d'affrontements, de mépris réciproque, de diabolisation du pouvoir par l'opposition et de marginalisation de l'opposition par ce dernier, de dresser le bilan d'une confrontation qui nous a mené partout et nulle part.

Et de se demander qui a gagné et qui a perdu, dans cet interminable duel ?

Depuis l'enclenchement du processus démocratique, en 1991, le pouvoir n'aura cessé d'être présenté par l'opposition comme liberticide, irresponsable et même

ridicule. L'opposition dans une logique jusqu'au boutiste avait revivifié les plaies encore béantes, centré son discours sur les sujets qui divisent les mauritanien, boycotté les élections législatives de 1993, tourné en dérision l'électrification des 13 villes en 1995, boycotté les présidentielles de 1997, condamné du bout des lèvres la tentative de putsch de juin 2003 et contesté les résultats du scrutin de novembre de la même année. Le pouvoir au début de la transition et face au défi de ramener l'Armée dans les casernes fut pressé par l'opposition d'adopter la voie des conférences nationales et des tribunaux populaires. Il a refusé cette voie et n'a cessé depuis lors de rendre à l'opposition le mépris qu'elle lui voue, en commentant au passage plusieurs malheurs. Résultat : des acteurs politiques en totale perte de confiance, une confrontation mais une bipartisation excessive entre Anti et Pro, un émiettement du camp de l'opposition, le réurgissement des particularismes et le déclin de la culture démocratique. Et une chose est sûre ! Cette situation ne profitera guère, à une opposition républicaine et encore moins à un régime républicain. La crédibilité du processus démocratique mauritanien (un adolescent de 14 ans) est, avant tout, une affaire mauritano-mauritanienne. Et pour le crédibiliser un mea-culpa de notre classe politique s'impose.

IO/M